

que les participants avaient acquis une meilleure compréhension de leurs problèmes particuliers et que leurs gouvernements pourraient appliquer utilement cette connaissance afin de se préparer à répondre aux appels futurs de l'Organisation des Nations Unies dans des situations qui nécessitent d'urgence une participation militaire.

Après la Conférence d'Ottawa, le secrétaire général, dans l'introduction de son rapport annuel, a soulevé la question de la coordination et de l'organisation préalable des opérations de maintien de la paix. Un certain nombre d'États membres, disait-il, avaient offert de tenir à la disposition des Nations Unies des contingents de réserve, mais il n'avait pu faire davantage que de se déclarer heureux de ces offres, en l'absence de l'approbation d'un organe compétent de l'ONU. Il serait donc utile d'étudier la question de l'organisation préalable des opérations, et il convenait de prendre les mesures nécessaires pour que cette étude soit autorisée. Un certain nombre de pays, dont le Canada, se sont déclarés prêts à répondre à l'appel du secrétaire général, cependant tout progrès était subordonné à la solution des problèmes constitutionnels qu'avaient soulevés le différend au sujet de l'article 19. Toutefois les attributions du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, créé par l'Assemblée avant qu'elle s'ajournât, se sont trouvées suffisamment vastes pour inclure l'étude des deux catégories de problèmes.

### Désarmement

Tous espéraient voir les Nations Unies accomplir en 1964 certains progrès importants en matière de désarmement pour faire suite aux succès que constituent le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, la ligne de communication directe entre Moscou et Washington, la résolution de l'Assemblée bannissant de l'espace extra-atmosphérique les armes nucléaires, la compression du budget militaire en Union soviétique et aux États-Unis et la réduction de la production de matériaux de fission à des fins militaires par ces deux pays et la Grande-Bretagne. Malheureusement, la crise financière a non seulement empêché toute discussion importante sur le désarmement à l'Assemblée générale, mais elle a eu un effet défavorable sur le Comité des Dix-Huit. Toutefois, même si les espoirs du début de l'année ne se sont pas réalisés, l'intérêt porté au désarmement a été considérable; six articles inscrits à l'ordre du jour de la dix-neuvième session portent sur le désarmement, à savoir: la question du désarmement général et complet (rapport du Comité des Dix-Huit); l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires; une déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique; la non-prolifération des armes nucléaires; la suspension des essais nucléaires; la conversion en besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement. Au cours du débat général